

# ACTION URGENTE

## **BOLIVIE. APRÈS AVOIR OBTENU L'ÉVACUATION DES LOCAUX DE SON ONG, UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MET FIN À 52 JOURS DE VEILLE**

Après 52 jours de veille, dont 12 passés sur la terrasse du toit du bâtiment occupé, Amparo Carvajal, âgée de 84 ans, présidente de l'Assemblée permanente de défense des droits humains (APDH), a pu sortir des locaux de son association. Le 22 juillet, elle a quitté le bâtiment vers 22h30, accompagnée du consul d'Espagne en Bolivie, Guillermo Gil, qui a contribué à faciliter sa sortie des locaux. Amparo Carvajal a été conduite immédiatement dans un centre médical.

**AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.**

Amparo Carvajal, militante des droits humains âgée de 84 ans, a passé 52 jours à veiller, dans le froid, devant les locaux de l'Assemblée permanente de défense des droits humains (APDH), à La Paz. Le 2 juin, des dizaines de personnes avaient fait irruption dans les locaux de cette organisation, dont Amparo Carvajal est la présidente, et avaient forcé son personnel à quitter les lieux. Le 12 juillet, elle a réussi à entrer dans les locaux grâce à une échelle et a dormi sur le toit pendant des jours, sans accès à l'eau, à des toilettes ni à un véritable abri. Pendant ce temps, le bâtiment était toujours occupé et de nombreux policiers bloquaient l'entrée.

Le 22 juillet, vers 22h30, la présidente de l'APDH a quitté le bâtiment accompagnée du consul d'Espagne en Bolivie, Guillermo Gil, qui a facilité sa sortie des locaux. Elle a tout de suite été conduite à l'hôpital afin de recevoir des soins médicaux. Les groupes qui avaient fait une descente dans les bureaux, occupaient les locaux et harcelaient Amparo Carvajal, ont également quitté les lieux. L'APDH négocie actuellement avec les autorités pour faire un état des lieux et tenter de rouvrir les bureaux. Pour l'instant, ils restent fermés. La présence policière a diminué, mais pas complètement disparu.

Amnesty International a dénoncé le harcèlement, la stigmatisation et les menaces que subissent régulièrement les défenseur-e-s des droits humains en Bolivie de la part des autorités. En 2018, elle a publié une [déclaration publique](#) au sujet d'Amparo Carvajal, qui a fait l'objet d'accusations infondées d'infractions pénales.

Fondée en 1976, l'Assemblée permanente de défense des droits humains en Bolivie (APDH) est une confédération d'avocat-e-s bénévoles et de défenseur-e-s des droits humains de toute la Bolivie qui proposent gratuitement une aide juridique aux victimes d'atteintes aux droits humains et diffusent des informations sur l'état de droit, la justice et l'impunité dans le pays. Depuis la descente dans ses locaux, plusieurs documents importants semblent avoir été volés, détruits ou emportés ailleurs. L'APDH travaille sur plusieurs cas de violations graves des droits humains.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Amparo Carvajal (elle)**

**CECI EST LA TROISIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 65/23**

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr18/7019/2023/fr/>**